Robert Pape : violence politique en Occident, l'Iran comme puissance mondiale et mort de l'OTAN

Robert A. Pape est professeur de science politique à l'université de Chicago, spécialiste des questions de sécurité internationale, et conseiller à la Maison-Blanche. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop. fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author /B09FPQ4MDL 00:00 Introduction à la violence politique et au populisme 06:03 Analyse comparative de la violence politique aux États-Unis et en Europe 12:10 Évolutions démographiques et inégalités économiques 18:19 Le rôle de la rhétorique des élites dans la violence politique 22:58 Mondialisation et nationalisme dans les affaires internationales 30:44 La montée du populisme et les inégalités économiques 37:12 Les ambitions régionales de l'Iran et la politique américaine 50:13 L'avenir de l' OTAN et de l'architecture de sécurité européenne 01:00:49 Nouveau chapitre

#Glenn

Bienvenue à toutes et à tous pour la suite de notre émission. Nous recevons aujourd'hui le professeur Robert Pape, l'un des plus grands spécialistes américains de la sécurité internationale, du terrorisme et de la violence politique. Il enseigne à l'université de Chicago et a conseillé toutes les administrations de la Maison-Blanche depuis les attentats du onze septembre, il y a un quart de siècle. Merci beaucoup d'avoir accepté cette première invitation dans notre émission.

#Robert Pape

C'est un grand plaisir, Glenn. Ça fait des années que je vous regarde, vraiment. Je suis donc vraiment ravi, et c'est un plaisir de vous rencontrer.

#Glenn

Je voulais vous interroger sur cette période difficile dans laquelle entrent les États-Unis. Le pays se trouve dans une situation délicate. Il connaît une polarisation politique extrême, à laquelle s'ajoute une certaine instabilité sociale. Et tout cela, bien sûr, pourrait s'aggraver si les difficultés économiques qui semblent se profiler se concrétisent, voire si une crise vient s'y ajouter. Et si l'on ajoute à cela le fait que les États-Unis sont engagés dans deux guerres, contre l'Iran et contre la

Russie, deux conflits extrêmement instables, et que, pour couronner le tout, les républicains viennent de subir une défaite électorale historique, le gouvernement américain va connaître un changement majeur, avec peut-être une transition chaotique. Et je vois que Trump a même déjà contesté la légitimité de l'élection. Bref, beaucoup de variables entrent en jeu. Elles semblent toutes liées entre elles, et aucune n'est stable. Alors, à quoi peut-on s'attendre de la part de l'administration Trump pendant cette période de transition, au cours des huit prochaines semaines ?

#Robert Pape

Ce à quoi on peut s'attendre, c'est que toutes ces variables que vous venez d'exposer — et vous l' avez très bien fait, à mon avis — évoluent toutes dans des directions très dangereuses, et ce, simultanément. Nous avons donc trois grandes catégories de problèmes. Premièrement, les problèmes liés au populisme violent. Aujourd'hui, nous voyons ce populisme violent se manifester en France et ailleurs en Europe. Ce n'est donc pas un problème hypothétique auquel nous sommes confrontés. C'est un problème qui a bel et bien frappé des démocraties bien établies. Nous ne sommes pas confrontés aux problèmes que connaissent, disons, le Brésil ou le Venezuela, et ainsi de suite. Nous sommes confrontés à des problèmes liés à de profondes transformations sociales dans des démocraties bien établies, qui radicalisent la vie politique de ces démocraties et débouchent ensuite, en réalité, sur des années de manifestations violentes et des séries d'assassinats politiques et de tentatives d'assassinat.

Voilà donc le premier problème. Cela ne veut pas dire, d'ailleurs, que le populisme violent se manifeste tous les jours. Il évolue par cycles. Mais ce n'est pas le seul problème ici. C'est déjà un problème de taille, parce que nous sommes maintenant dans la période de transition : deux mois, huit semaines nous séparent du moment où la passation de pouvoir aura effectivement lieu à Washington. Et si l'on se souvient de ce qui s'est passé il y a six ans, quand Trump a perdu l'élection de novembre deux mille vingt, la période dangereuse, ce n'était pas en novembre. Ce n'était pas le jour de l'élection. Ce n'était même pas début décembre. Plus on se rapprochait de la passation de pouvoir, plus la tension montait. Et c'est là, bien sûr, qu'ont eu lieu les événements du six janvier. Mais les deux autres problèmes, comme vous venez de le souligner, sont tous deux des guerres ouvertes.

Nous ne parlons donc pas de guerres hypothétiques. En Europe, vous allez probablement connaître l' hiver le plus froid depuis de très, très nombreuses années. Cela fait maintenant quatre ans et demi que dure cette guerre majeure entre la Russie et l'Ukraine. Et ce que l'on voit, c'est que la Russie accentue la pression sur l'Ukraine, tout en menaçant l'Europe. Je suis sûr que la Russie estime avoir ses raisons. Mais au bout du compte, à mesure que cette pression s'exerce, elle va aussi engendrer des tensions économiques et d'autres pressions, qui vont interagir avec ce que je viens de décrire ici, aux États-Unis. Et puis, le troisième élément, c'est la guerre en Iran, qui interagit avec les deux autres. Bien sûr, nous en sommes maintenant au neuvième mois de la guerre en Iran. Les gens veulent faire comme si elle n'avait pas lieu.

Mais le fait est que nous sommes dans une situation où les États-Unis imposent un blocus majeur à l'Iran. L'Iran déclare qu'il mettra fin, par la force s'il le faut, à cette situation de ni guerre ni paix, à cet entre-deux qu'est le blocus. Et il y a la possibilité de négociations de paix. JD Vance, je pense, joue les bons soldats pour essayer de les faire aboutir. Je pense vraiment qu'il faut lui reconnaître tout le mérite de ce qu'il a fait. Cela dit, je pense qu'il sera extrêmement difficile de parvenir à un accord qui permette au président Trump de sauver la face de quelque manière que ce soit, que ce soit à court terme ou pour la trace qu'il laissera dans l'histoire. Et à mesure que ces différentes pressions se font sentir, je suis désolé de le dire, la situation est très, très, très dangereuse, parce que l'économie mondiale est déjà au bord du gouffre. Si vous faites monter la tension, vous risquez de provoquer des conséquences économiques majeures, bien au-delà de ce que nous avons observé jusqu'ici.

#Glenn

Vous vous intéressez beaucoup à la violence politique, et je suis ravi que vous ayez évoqué l'Europe, parce que comment compareriez-vous les deux, c'est-à-dire les pays européens et les États-Unis ? On a souvent tendance à penser que la violence politique est plus probable aux États-Unis. Pourtant, l'économie américaine semble plus résiliente. Ses fondations sont plus solides que celles de l'économie européenne. Aux États-Unis, au moins, on entrevoit une voie vers la reprise. En Europe, je ne la vois pas forcément… en tout cas, pas une voie prometteuse. Quels sont les points communs et les différences entre les défis auxquels ils sont confrontés, et entre les risques de violence politique ?

#Robert Pape

Oui, alors laissez-moi parler de mon livre, Our Own Worst Enemies, qui est sorti en septembre. Ce livre porte sur la violence politique aux États-Unis, et je vais vous en expliquer les causes. Mais le chancelier allemand, Olaf Scholz, m'a fait venir à Berlin pendant cinq jours, en septembre deux mille vingt-deux, pour présenter mes analyses à tous les hauts responsables du gouvernement allemand. Et cela comprenait les Verts, pas seulement son parti. Je conseille aussi les gouvernements canadien et britannique. Donc, même si je me concentre vraiment sur les États-Unis dans ce livre, cela ne veut pas dire que mes analyses ne s'appliquent pas à ce qui se passe dans les autres démocraties bien établies. Mais permettez-moi de commencer par ce qui se passe aux États-Unis, pour que nous ayons un point de comparaison.

Je voulais donc comprendre en profondeur ce qui se passe réellement et ce qui crée, aux États-Unis, un climat où la violence politique atteint son plus haut niveau depuis les années mille neuf cent soixante. Les manifestations violentes atteignent elles aussi leur plus haut niveau depuis les années mille neuf cent soixante, aussi bien à droite qu'à gauche. Et le nombre d'assassinats politiques et de tentatives d'assassinat est également le plus élevé depuis les années mille neuf cent soixante. C'est ce que j'appelle désormais le populisme violent, parce que, derrière tout cela, il y a des dizaines de millions d'Américains, dans les deux camps, qui soutiennent la violence politique au service de leur camp. C'est vraiment un constat saisissant, Glenn, si on prend un instant pour en mesurer la portée.

Dès lors que des dizaines de millions d'Américains soutiennent la violence politique au service de leur camp, cette violence se banalise.

Cela crée un cadre qui légitime la violence politique. Et il n'est pas surprenant qu'on assiste ici à des cycles de violence politique bien réelle, des deux côtés de l'échiquier politique. Bon, dans les années mille neuf cent soixante, on ne la voyait pas vraiment des deux côtés, mais on observait quelque chose d'assez similaire : des dizaines de millions d'Américains soutenaient la violence politique. Le mouvement contre la guerre, même lorsqu'il devenait violent, et les violentes émeutes dans les villes américaines étaient soutenus par des dizaines de millions d'Américains. Mon livre reviendra sur tout cela. J'ai donné un nom à ce phénomène, parce qu'il ne s'agit pas simplement de la violence politique habituelle. Je l'appelle le populisme violent, pour bien le distinguer de ce qu'on observe d' ordinaire. Vous pourriez remonter les deux cent cinquante ans d'histoire de notre pays, Glenn, et vous trouveriez probablement un acte de violence politique dans chacune de ces années.

Vous ne trouverez pas de populisme violent de cette manière. Et le livre examine tout cela. Alors, quelles en sont les causes ? C'est ce que j'ai passé cinq ans de ma vie, et consacré des millions de dollars, à essayer de vraiment comprendre au centre de recherche de l'université de Chicago, le Project on Security and Threats : vingt enquêtes représentatives à l'échelle nationale, soixante-dix groupes de discussion, et des déplacements aux meetings de Trump comme à ceux de Harris. Autrement dit, nous passions toute la journée avec leurs partisans et nous les interrogions sur place. Donc, nous avons vraiment cherché à comprendre en profondeur ce qui se passe, Glenn. Des recherches de terrain menées sur plusieurs années, de gros rapports bien étoffés sur le site du centre CPOST, des travaux sur le six janvier… Toutes sortes de choses pour vraiment aller au fond du sujet.

Au fond, Glenn, voici ce qu'il faut retenir : comme on l'a vu dans d'autres pays à travers le monde, des changements sociaux rapides et profonds peuvent radicaliser la vie politique, parce qu'ils changent la donne entre les gagnants et les perdants sur le plan politique à l'intérieur du pays. Et cela peut déboucher sur des violences politiques. Sam Huntington… Je parle de ses célèbres travaux sur ce sujet dans les années mille neuf cent soixante. Il évoquait le décalage qui peut se créer entre l' évolution sociale et l'évolution politique. Bon, il n'établissait pas vraiment de lien aussi étroit avec les démocraties bien établies. Mais ce que j'explique, malgré tout, c'est que c'est précisément ce qu'on observe ici, aux États-Unis. Et quels sont ces deux changements sociaux ? Premièrement : pour la première fois en deux cent cinquante ans d'histoire, l'Amérique passe d'une démocratie où les Blancs sont majoritaires à une démocratie où ils sont minoritaires. Cela ne s'est jamais produit au cours de nos deux cent cinquante ans d'histoire.

En mille neuf cent quatre-vingt-dix, les Blancs non hispaniques représentaient 76 % de notre population. Aujourd'hui, ils en représentent 57 %. Il faudra encore dix, quinze ou vingt ans, selon ce qui se passera avec les expulsions massives — vous voyez à quel point ce sujet cristallise les tensions —, avant que les Blancs non hispaniques ne représentent plus que 49 % de la population. Eh bien, ça a des conséquences énormes, Glenn. Ce sont des changements majeurs. Ça modifie la

composition des partis politiques. Au fond, comme je l'explique dans le livre, il y a cette opposition entre les traditionalistes et les nouveaux arrivants, qui se produirait quoi qu'il arrive. Et puis, bien sûr, les responsables politiques jettent de l'huile sur le feu avec leurs discours. Le livre présente donc tous les ingrédients de ce cocktail.

Mais ce n'est pas tout. Voyez-vous, il y a un deuxième problème qui se pose en même temps : au cours de ces mêmes décennies où s'opère cette transition démographique, nous avons transféré une richesse colossale vers les un pour cent les plus riches. Et je parle en termes relatifs, Glenn. Cela signifie une perte massive de richesse pour les quatre-vingt-dix pour cent les moins riches. Et c'est ce qu'on constate dans ce qu'on appelle la crise du pouvoir d'achat : le prix moyen d'un logement est largement hors de portée d'une personne qui gagne le revenu moyen aux États-Unis. Vous avez donc des gens qui possèdent quatre, cinq, six logements, et d'autres qui pensent qu'ils ne pourront jamais devenir propriétaires. Rendez-vous compte à quel point cette inégalité est fondamentale. Et cela se produit des deux côtés de l'échiquier politique.

Alors, quand on associe ces deux phénomènes, Glenn, on obtient un cocktail vraiment pernicieux, propice à la radicalisation politique et à la violence politique. Je compare ça à un feu de forêt, Glenn : on peut mesurer scientifiquement la quantité de matière sèche et combustible, c'est-à-dire les griefs. Mais ce qui déclenche un feu de forêt, c'est une étincelle imprévisible, la foudre, une ligne électrique tombée à terre, ou ce que j'appelle dans le livre des « moments de cristallisation ». Voilà donc, en cinq minutes à peine, la logique de ce qui se passe aux États-Unis. Parlons de l'Europe, d' accord ? L'Europe connaît elle aussi des mutations démographiques, pas tout à fait au même rythme que les États-Unis, et elle rencontre aussi des difficultés économiques. Elles sont dues à la mondialisation, d'accord ?

Voilà donc ce qui se passe à l'échelle globale. Mais ce qu'on voit cet automne en France, et qui se propage ensuite à d'autres régions d'Europe, c'est le populisme violent à l'œuvre. Et d'après ce qu'on peut tirer des sondages d'opinion réalisés en France, le tableau est très semblable à ce qu'on observe avec le populisme violent aux États-Unis. Nous disposons d'ailleurs de plusieurs sondages datant d'octobre. Je suis tout cela sur le Substack Professor Pape. Vous pouvez y consulter les sondages. Et pourquoi maintenant ? Pourquoi cela se produit-il cet automne en particulier ? En Europe, il y a plusieurs raisons. La première, c'est que la guerre en Iran jette de l'huile sur le feu des difficultés économiques qui sont à l'origine de tout cela.

J'ai donc expliqué qu'il y avait une raison économique à tout ça. Eh bien, les prix du carburant sont encore plus élevés en Europe qu'aux États-Unis. Vous le savez, mais beaucoup d'Américains ne se rendent pas compte à quel point l'Amérique s'en sort mieux que l'Europe, même s'ils n'en ont pas l' impression. Et bien sûr, l'Europe et l'Amérique s'en sortent mieux que l'Asie. Mais cela dit, c'est le premier point. La guerre en Iran fait déjà des ravages, et la guerre en Ukraine vient elle aussi bouleverser tout ça. Mais, deuxième point, il y a eu un élément déclencheur, Glenn. En Europe, le populisme violent a commencé par des manifestations relativement modestes, en septembre, contre les conditions dans les écoles, comme vous le savez sans doute.

Mais ensuite, le cinq octobre, à Lens, en France, un étudiant qui manifestait a perdu une main à cause d'une grenade de la police. Les policiers n'avaient pas l'intention de faire ça, mais c'est quand même arrivé. Et ça a été filmé. Ça a contribué à créer un point de cristallisation, parce que c'est l' une des principales raisons qui ont conduit à l'embrasement du dix-sept octobre, qui a vraiment été marquant. Et ça continue encore aujourd'hui. Donc, il y avait un problème qui persistait depuis septembre. Il y a eu ce point de cristallisation, cette étincelle, puis le feu s'est propagé. C'est ce qui s' est passé ici, en France, d'après ce qu'on peut en dire à ce stade. C'est mon analyse. Et ça suit la logique du populisme violent ici.

Et à mon avis, cela va probablement durer encore un certain temps, tant que nous ne nous serons pas attaqués aux véritables causes structurelles de cette situation, Glenn. Les différents dirigeants politiques peuvent aussi aggraver les choses ou les améliorer, d'ailleurs. Mais voilà ce qui se passe. Et aux États-Unis, nous n'avons pas encore connu le moment où tout cela va se cristalliser. Il y a énormément de colère aux États-Unis en ce moment. Les élections de mi-mandat révèlent une immense colère dans le pays, alors même que les républicains se déchirent entre eux. Je veux dire, ces élections ne révèlent pas seulement une vague bleue démocrate, mais aussi une rébellion républicaine comme nous n'en avons jamais vu. Nous entrons dans une période extrêmement instable, une véritable poudrière.

Et c'est pour ça que j'attire l'attention sur les dangers qui nous guettent. Mais ce sont là les problèmes propres au populisme violent. Et aux États-Unis, au cours des deux prochains mois, avec cette transition du pouvoir, le président Trump va voir sa présidence se déliter. Il fait face à une spirale descendante, comme celle de Nixon, qui va durer des mois et des mois. Hegseth n'est probablement que le début. On peut facilement imaginer qu'après Hegseth, ce sera RFK Junior. Le cas de Kristi Noem va probablement revenir sur le tapis. Celui de Pam Bondi aussi. Je veux dire, ça va continuer encore et encore, Glenn. Et donc, ce qui se profile, c'est une pression énorme qui va monter au sein de la Maison-Blanche. Ce n'est pas la fin de la pression sur Trump. Ce n'est que le début.

#Glenn

Pour moi, il y a des signaux d'alarme quand je vois des dirigeants politiques qualifier leurs opposants, en substance, d'ennemis de l'État ou du pays. Autrement dit, dès qu'on présente l' opposition politique comme une menace, je pense qu'on franchit une certaine limite. Ces opposants ne font plus partie du groupe ; ils sont, en quelque sorte, exclus du cercle. Encore une fois, aux États-Unis, ce ne sont pas seulement les démocrates, mais aussi les républicains. Les deux camps ont tendance à faire ça. On le voit aussi en Europe, avec, je pense, l'Allemagne comme exemple le plus frappant : on y présente désormais le principal parti d'opposition comme un parti fondamentalement dangereux, et on l'a même criminalisé. Donc, encore une fois, pour moi, c'est préoccupant.

#Robert Pape

Avant que vous ne poursuiviez, est-ce que je peux rebondir un instant sur ce que vous venez de dire, Glenn ? Parce que vous avez tout à fait raison de souligner à quel point les discours de diabolisation des élites posent problème. Je voudrais simplement ajouter à cela les résultats de notre sondage réalisé peu après l'assassinat de Charlie Kirk, il y a un an. Nous menons ces sondages à peu près tous les trois ou quatre mois pour mesurer le soutien des Américains à la violence politique. Et l' un des résultats les plus inquiétants, c'est que, trois semaines après l'assassinat de Charlie Kirk, pas moins de dix pour cent de la population approuvaient cet assassinat et estimaient que c'était une bonne chose.

Et dix pour cent de plus, même si cela s'était produit des années auparavant, trouvaient que c'était une bonne chose qu'on ait tenté d'attaquer Nancy Pelosi. Bien sûr, l'agresseur ne l'a pas trouvée et a failli tuer son mari. Les gens se demandent : est-ce que le discours des élites a vraiment un impact ? Eh bien, ce que j'essaie de montrer dans le livre, c'est que ce discours est lié aux attitudes de la population, ce qui crée d'ailleurs une boucle de rétroaction. Et cela peut effectivement pousser des individus instables à passer à l'acte, à agir concrètement, parce qu'ils ont le sentiment d'avoir l' approbation de la société.

#Glenn

Oui. Eh bien, je me souviens qu'il y avait beaucoup de malhonnêteté dans la façon dont les responsables politiques se présentaient les uns les autres, parce qu'ils ont fait la même chose avec Trump en disant : « Non, il est exactement comme Hitler. » Mais quand quelqu'un a essayé de le tuer, là, ils ont bien dû expliquer : « Oh, nous ne cautionnons pas ça. » Mais on ne peut pas jouer sur les deux tableaux. On ne peut pas dire que son adversaire est Hitler et, en même temps, s' opposer à la violence. Donc, il semble bien que la banalisation de la violence soit en train de devenir un problème.

#Robert Pape

Et puis, pour vous montrer encore une fois, vu votre parcours universitaire, on peut aller un peu plus loin. Dans nos enquêtes, Glenn, nous utilisons une échelle de Likert à cinq points. Cela veut dire qu' on vous soumet une question, une proposition, avec laquelle vous pouvez être d'accord ou pas, sur une échelle de cinq points. Le trois correspond au point médian, à l'ambivalence. C'est là aussi qu'on observe une certaine progression. Dans le livre, je présente donc surtout les réponses quatre et cinq. Ce sont les personnes qui sont d'accord. Mais si vous regardiez l'ensemble de l'échelle de Likert, vous verriez que cette ambivalence est, elle aussi, vraiment très préoccupante. On ne devrait pas avoir des dizaines de millions de personnes qui sont partagées sur l'assassinat de qui que ce soit. Je suis tout à fait d'accord.

#Glenn

Mais dans ce contexte, vous avez évoqué la mondialisation, et vous avez aussi cité Samuel Huntington au passage. Et j'ai trouvé ça intéressant, parce qu'il avait écrit un excellent article. Je l' adore, vraiment. En deux mille quatre, il a écrit sur les « Dead Souls ». Et, en substance, il expliquait que les futures lignes de fracture politiques, sous l'effet de la mondialisation, opposeraient les cosmopolites ou les mondialistes aux nationalistes ou aux patriotes. Selon lui, les élites politiques seraient davantage façonnées par la mondialisation des phénomènes économiques, tandis que la population pencherait plutôt du côté des identités nationales traditionnelles.

C'était sa prédiction, en tout cas. Et je me demandais : selon vous, quel impact cette évolution, cette forme de polarisation, peut-elle avoir sur les relations internationales ? Parce qu'après la guerre froide, quand nous avons, en gros, réorganisé le monde, nous nous sommes dit : bon, le monde se compose de démocraties libérales et d'États autoritaires. Il nous a alors paru assez naturel de désigner, une fois de plus, la Russie comme un ennemi. Mais aujourd'hui, on voit émerger une nouvelle mouvance conservatrice qui dit : non, en réalité, en s'appuyant un peu sur la vision de Huntington, le monde est divisé entre ce libéralisme excessif et le conservatisme.

Et soudain, ils disent : en fait, les Russes sont des nôtres. Ce sont des chrétiens conservateurs, comme nous. Et pas seulement les Russes : on le voit aussi avec, vous savez, les Allemands et les Hongrois. Quand il y a beaucoup d'immigration, les Allemands disent : « Oh, être européen, c'est défendre les droits humains. Nous devons tous les accueillir. » Si vous êtes hongrois, vous dites : « Non, être européen, c'est s'inscrire dans une certaine histoire culturelle. S'il y a trop de gens issus de cultures différentes, on dilue les traditions chrétiennes européennes. C'est donc contraire à l'identité européenne. » Alors, nous ne sommes plus d'accord sur qui nous sommes. Et si nous ne savons pas qui fait partie de notre groupe, nous ne savons pas non plus qui en est exclu. Est-ce que vous voyez aussi les relations internationales se réorganiser ?

#Robert Pape

Dans le livre, je m'attache vraiment à saluer et à louer une grande partie du travail de Huntington. Et j'ai eu l'occasion de le rencontrer et de le connaître un peu vers la fin de sa vie. À partir de mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, j'ai été invité à ses conférences de Wianno, ici, et j'ai eu beaucoup de chance. J'étais le seul, je crois, à n'avoir été ni chercheur dans son centre ni professeur dans son entourage. On m'avait en quelque sorte fait venir alors qu'il ne m'avait jamais rencontré, et c'était quelqu'un qui accordait une très grande importance au mérite. Il était vraiment comme ça. C'était un très grand honneur pour moi. Mais j'ai aussi eu quelques occasions de découvrir certaines de ces idées au moment où elles prenaient forme.

Et puis, pour ce livre, j'ai bien sûr tout lu, et j'en cite de nombreux passages. Ce que je pense, Glenn, c'est qu'il y a plusieurs choses à dire. Premièrement, je pense que Sam a exposé certains des éléments précurseurs de tout cela, jusqu'aux environs de deux mille quatre. Il est mort juste avant de pouvoir vraiment mettre la dernière main à ce livre. Mais il avait vu venir beaucoup de choses. Il

avait un formidable instinct, non seulement pour suivre les données, mais aussi pour comprendre comment elles faisaient émerger de nouveaux paradigmes. Et c'était vraiment un sacré talent. Mais il n'est pas allé jusqu'à envisager que cela allait déboucher sur de la violence. Et je pense que, quand on lit ses travaux, on voit qu'à plusieurs reprises, il ne va pas jusque-là.

Ça n'apparaît qu'à quelques endroits dans le livre « Who We Are », mais il ne va pas vraiment jusqu' au bout de la réflexion sur ce que ça pourrait signifier. En fait, moi, j'arrive vingt ans plus tard, pour l' essentiel, Glenn. Vous voyez ce que je veux dire ? Et je me mets à analyser tout ça parce que je vois ce qui se passe à gauche, aux États-Unis, pendant l'été deux mille vingt, puis le six janvier. Ça fait longtemps que j'étudie le terrorisme, y compris certaines formes de terrorisme intérieur. Donc, j' étudie ces questions depuis longtemps, et je vois tout de suite que quelque chose a changé. Mais je voulais aussi savoir : est-ce que ça allait durer ? Est-ce que ce n'était qu'une exception liée au Covid ? Eh bien, non, ce n'est pas qu'une exception liée au Covid. Le Covid a peut-être accéléré les choses, mais ça ne s'est pas arrêté quand le Covid a pris fin.

Donc, je pense que Sam était brillant, vraiment, et précurseur, mais il ne va pas jusqu'au bout de sa réflexion. Mon livre reprend donc, en quelque sorte, là où il s'arrête. Le deuxième point que je voudrais souligner, c'est que, selon moi, l'un des grands phénomènes qu'on observe dans notre pays, c'est ce que j'appelle deux nationalismes concurrents. C'est pour ça que c'est un plaisir d' échanger avec vous : vous êtes universitaire, donc nous pouvons parler du nationalisme en termes académiques. Souvent, dans le monde des podcasts, on s'adresse à un public tellement large que le mot « nationalisme » est délicat à employer. Mais dans le milieu universitaire, je m'inscris dans le courant qui considère que le nationalisme est, dans une très large mesure, une construction.

Je pense que le livre de Benedict Anderson, Imagined Communities, même s'il n'est peut-être pas parfait, nous a beaucoup aidés à comprendre comment le nationalisme peut se construire à partir d' une situation objective donnée ou d'un certain enchaînement d'événements. Et je pense que ce qu' on observe, ce sont des nationalismes concurrents, des conceptions concurrentes de ce que signifie la nation. Et chacun est convaincu que sa nation est la véritable nation. Ils ne considèrent pas le nationalisme de l'autre comme légitime. Ils le considèrent comme illégitime. C'est pour cela que mon livre parle de la fracture de la légitimité aux États-Unis. Nous sommes confrontés à une légitimité fracturée. Il ne s'agit pas simplement de quelques petits groupes marginaux.

On voit apparaître une fracture fondamentale de la légitimité. C'est vraiment là que se trouve, sur le plan conceptuel, la racine du problème. On pourrait décrire ce qui se passe en Amérique comme un choc des civilisations à l'intérieur du pays. Ce n'est pas une expression que j'emploie beaucoup, même si cela m'arrive. Mais ce qui se produit, c'est en réalité un choc des nationalismes à l'intérieur du pays. Et cela ne va pas s'arrêter de sitôt, parce que, comme je le dis depuis un moment, ces facteurs structurels vont continuer à jouer pendant un certain temps. Cela dit, je pense qu'on pourrait en ralentir les effets. Je pense même qu'on pourrait inverser le transfert des richesses. Et je crois que ce serait une très bonne chose pour nous.

Je pense que si cette guerre culturelle s'embrase, au lieu de rester une guerre froide, c'est parce que nous sommes la génération qui vit le point de bascule du changement démographique. Et ça va vite. Sous Joe Biden, nous avons vraiment eu, dans les faits, des frontières aussi ouvertes qu'on peut l' imaginer dans un pays. Forcément, ça terrifie le camp traditionaliste. C'est inévitable. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Il nous faut donc des politiques plus modérées. Et le livre explique à quoi elles pourraient ressembler. Mais le fait est que ces dynamiques ne sont pas propres aux États-Unis. On les retrouve aussi dans d'autres démocraties bien établies. C'est pour ça que les gouvernements allemand, canadien et britannique se sont intéressés à ces questions.

En fait, le gouvernement canadien, avec Carney et son équipe, mène des enquêtes nationales en parallèle de celles du CIPO. C'est l'une des raisons pour lesquelles je les rencontre : ils veulent, vous savez, au fond — et vous apprécierez ça en tant que chercheur — vraiment discuter de la formulation des questions d'une enquête. Vous voyez, nous, on adore ça, parce qu'on examine les termes exacts. Est-ce que les mots que vous employez biaisent les résultats ou pas ? Et comment gérer ça ? Enfin, nous, on adore ça. Mais, vous savez, je crois que c'est assez rare, en réalité, de voir des gouvernements s'intéresser à ce genre de choses. Pourtant, c'est ce qui se passe au Canada.

#Glenn

J'ai quand même l'impression qu'on a déjà entendu ce discours opposant « nous » et « eux », les élites et le peuple. Parce qu'il y avait aussi une mondialisation au dix-neuvième siècle, avec les chemins de fer, les personnes, les capitaux, les idées… Tout traversait les frontières. Et après la crise économique des années mille huit cent soixante-dix, quand la mondialisation a, en gros, commencé à toucher à sa fin, on a vu apparaître ce même clivage. D'un côté, il y avait toutes ces élites mondialistes qui ne se souciaient que des capitaux internationaux et de la main-d'œuvre étrangère. Et de l'autre, il y avait les gens qu'on considérait comme plus xénophobes. Ils voulaient simplement retrouver leur identité nationale. On retrouve donc cette sorte de fracture entre les élites et la population, qui est un peu au cœur de tout le discours populiste.

#Robert Pape

Et nous avons fait quelque chose pour y remédier. Moi, j'enseigne à l'université de Chicago. John Rockefeller était l'un de ces barons voleurs des années mille huit cent soixante-dix dont vous parlez. Et après les années mille huit cent soixante-dix, Carnegie, Frick et Rockefeller ont vu les problèmes qu'allaient provoquer ces inégalités massives. Pour les prévenir, ils ont notamment consacré énormément d'argent à des initiatives d'intérêt général. Ils n'ont pas réussi à les prévenir très longtemps, mais cela a quand même eu un effet pendant quelques décennies. Carnegie, par exemple, qui était un grand industriel de l'acier, a créé mille cinq cents bibliothèques aux États-Unis. C'était sa façon d'essayer de rendre quelque chose à la société. Un certain Frick, lui aussi l'un de ces barons voleurs, a créé ces musées d'art aux États-Unis.

Et John Rockefeller a fondé l'université de Chicago. En gros, il était un peu plus jeune, et toutes les autres bonnes causes avaient déjà trouvé preneur. C'est comme ça qu'il a fini par la créer. Et c'est très bien, c'est une institution formidable. Mais ce qu'ils cherchaient à éviter, Glenn, c'était l'impôt sur le revenu. Voyez-vous, à l'époque, cet impôt n'existait pas. Il a été instauré aux États-Unis en mille neuf cent treize, et c'est un puissant outil de réduction des inégalités. Alors, bien sûr, la façon dont l'impôt sur le revenu a évolué depuis soulève toutes sortes de problèmes. Mais le fait est qu' une fois instauré, il a largement contribué à réduire les inégalités économiques aux États-Unis, à mesure que la révolution industrielle se propageait, et cetera, et cetera, jusqu'au milieu des années mille neuf cent quatre-vingt, où la tendance s'est inversée.

Alors, le problème auquel nous sommes confrontés, c'est que le coefficient de Gini a connu des hauts et des bas, dans la mesure où l'on peut le mesurer, et ainsi de suite. Autrement dit, les inégalités de revenus et de patrimoine aux États-Unis ont connu des hauts et des bas. Mais depuis le milieu des années mille neuf cent quatre-vingt, de nombreuses données très probantes, provenant de sources diverses, montrent que les inégalités augmentent dans ce pays. Et cela signifie que la situation se dégrade pour une très grande partie de la société. J'appelle ça une société à somme négative. C'est dans ce type de société que nous vivons aujourd'hui. Alors, réfléchissez-y. Ce n'est pas une société à somme positive. Ce n'est pas une société à somme nulle. C'est une société à somme négative. Et c'est pour ça qu'il y a autant de colère ici. Ces prix de l'essence et du gazole qui augmentent, ils augmentent dans une société à somme négative. Jusqu'où les gens vont-ils encore devoir descendre ?

#Glenn

J'allais dire que les choses ne sont pas si différentes en Europe. Oui, il n'y a pas de bonne réponse. Et faute de véritable discussion, on voit toutes les nuances disparaître. Tout se résume à ça, vous voyez : quel camp a raison et représente le bien, et quel camp a tort et représente le mal.

#Robert Pape

Oui, laissez-moi juste mettre deux mesures sur la table. Je ne vous dis pas qu'elles sont parfaites, mais il faut bien commencer quelque part. Dans le chapitre neuf de mon livre, je propose quelques mesures. L'une concerne l'immigration. Je pense que les règles en vigueur pendant les huit années de la présidence Obama constituent vraiment un bon point de départ. Parce que, voyez-vous, Obama a accueilli les Dreamers, comme on les appelle chez nous, mais il a aussi expulsé — physiquement expulsé — les pires des pires. Vous aviez commis un crime ici, vous étiez renvoyé. Et d'ailleurs, la gauche lui reprochait d'être « l'expulseur en chef », parce que beaucoup de gens à l' extrême gauche ne voulaient pas expulser les personnes ayant commis des crimes.

Eh bien, c'était une politique tout à fait correcte, et je pense qu'on pourrait rallier beaucoup de républicains autour d'elle. Alors, on ne l'appellerait pas la politique d'Obama, mais Jeh Johnson, qui

était secrétaire à la Sécurité intérieure sous Obama, passe tout le temps sur Fox News. Enfin, c'était le cas avant les élections de mi-mandat, mais ça fait des années qu'il y intervient, parce qu'il sait très bien expliquer cette politique. La deuxième chose que je dirais sur le plan économique, Glenn, c'est que nous avons besoin, je pense, d'une idée simple : l'impôt à taux unique. Ce serait un outil puissant. Ça ne résoudrait pas tous les problèmes. Je suis tout à fait conscient que ça ne réglera pas le problème des plus-values. Mais il faut prendre une mesure qui envoie un message et qui ait vraiment du poids.

Alors, ce que je dirais, c'est que si vous gagnez trente mille dollars par an ou moins dans notre pays, vous ne payez aucun impôt sur le revenu. Si vous gagnez trente mille dollars ou plus, vous devriez payer un taux unique — quinze, dix-sept ou dix-huit pour cent — sans aucune déduction. Aucune déduction. Ça veut donc dire que je perds toutes mes déductions sur les intérêts de mon prêt immobilier. Eh bien oui, c'est ça. Il faut vraiment mettre en place quelque chose qui ait du mordant. Et comme ça, on envoie un vrai message. Je dis que c'est un premier pas, parce que je sais qu'il y a aussi un problème avec les plus-values dans notre pays. Mais je pense qu'il faut vraiment parler aux classes moyennes, aux classes populaires, et même aux classes moyennes supérieures, et leur dire : « À partir de maintenant, votre avenir ne se résume pas à voir votre situation se dégrader », parce que c'est bien l'impression qui se dégage aujourd'hui.

#Glenn

Je voudrais maintenant qu'on parle un peu de ces huit prochaines semaines. Outre la violence politique dans notre pays, il y a aussi cette guerre avec l'Iran, dont la situation est aujourd'hui très instable. Vous avez dit tout à l'heure : nous ne sommes pas en guerre. Nous ne sommes pas en paix. Nous sommes entre les deux. L'Iran aussi en a assez de cette situation. Et en même temps, on voit se préparer des plans de guerre. On entend parler de ces plans de frappes sur trois jours. On évoque le risque d'un recours aux armes nucléaires et aussi, bien sûr, un bouleversement de l' équilibre des forces dans la région. À quoi vous attendez-vous là-bas, en Iran, au cours des huit prochaines années ? Vous voulez dire des huit prochaines semaines ?

#Robert Pape

Oui. Alors, ce qui m'inquiète, c'est que ce cocktail dangereux, que vous avez très bien décrit, commence à produire ses effets. Et ça pourrait se passer de plusieurs façons, Glenn. Premièrement — et c'est aussi ce qui s'est passé cet été —, les gens se sont tellement focalisés sur ce que Trump allait faire qu'ils ont ignoré ce que l'Iran allait faire. L'un des points essentiels que j'ai développés sur mon Substack Escalation Trap — j'ai publié un article le quinze juin expliquant que l'Iran entrait dans la période où il aurait le plus de moyens de pression —, c'est vraiment là que j'expose ce qui va se passer. Et c'était le quinze juin, pendant la période du protocole d'accord. D'accord.

À savoir que le protocole d'accord n'allait pas tenir. L'Iran allait gagner en influence à mesure que les réserves stratégiques de pétrole allaient plafonner, et il commencerait à vouloir non seulement la

paix, mais aussi le pouvoir. Et il exercerait ce pouvoir de plus en plus au fil de l'été. Il le ferait, premièrement, en cherchant à faire monter les prix pour qu'on arrive aux élections américaines de mi-mandat avec une réelle possibilité de faire dérailler la présidence Trump. Deuxièmement, l'Iran reverrait ses objectifs stratégiques à la hausse. Il ne s'agirait donc pas seulement de ses objectifs tactiques — ce qu'il réclame dans le protocole d'accord ou, plus récemment, dans les sept points — mais de vouloir chasser les forces américaines de la région, ce dont personne ne parlait à l'époque.

Alors, le Corps des gardiens de la révolution islamique, il faut le reconnaître, en parlait. Je me fondais sur certaines de leurs vidéos sorties en mai, qui n'avaient pas beaucoup retenu l'attention. Tout le monde était tellement focalisé sur Trump. Vous voyez ce que je veux dire ? Et puis j'ai dit que cela conduirait aussi à une étape clé : l'ouverture du deuxième front, celui de la mer Rouge, fin juillet ou en août. En fait, il a fallu attendre la toute fin du mois d'août, donc je me suis trompé de deux ou trois semaines. Mais c'est exactement ce qui s'est passé. Les événements se sont enchaînés comme je l'avais décrit, en expliquant que l'Iran prendrait l'initiative. Ils ne sont pas simplement dans la riposte ou dans une logique de coup pour coup. Et je pense que l'Iran veut le pouvoir. Ils veulent devenir la puissance dominante de la région.

Et je pense qu'avec les élections de mi-mandat, ils estiment avoir gagné. Ils voient qu'ils peuvent désormais gagner en pouvoir. Et je pense qu'il va être très difficile de parvenir à un véritable accord. Même si Trump signait à nouveau un accord, en bonne et due forme, je pense qu'il aurait du mal à s'y tenir, Glenn, parce que l'Iran n'acceptera rien de moins que de devenir la puissance dominante dans la région. Ils sont en passe de le devenir. Et quand je parle d'hégémonie régionale, je ne parle pas de l'ensemble du Moyen-Orient, mais uniquement du golfe Persique, pour être parfaitement clair sur ce que je veux dire ici. Et je pense qu'ils estiment avoir droit à une sphère d'influence.

Cette sphère d'influence devrait aussi leur permettre de peser sur la manière dont les États du Golfe achètent leur pétrole et sur les monnaies qu'ils utilisent. Je pense qu'ils ont probablement aussi les fonds souverains en ligne de mire. Donc, à mon avis, ce qu'on va voir, c'est un Iran qui continue de vouloir dominer la région. Et je ne crois pas qu'ils vont soudainement devenir, vous savez, de gentils garçons et offrir à Trump une porte de sortie pour sauver la face. Et même si Trump signait quelque chose, je pense tout simplement que l'Iran ne renoncera pas à sa puissance. On a rarement vu des États renoncer à leur puissance. Et les fois où c'est arrivé, comme quand l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires, beaucoup de gens y voient un contre-exemple.

#Glenn

J'ai entendu quelque chose de similaire de la part d'Iraniens : ils estiment que laisser aux États-Unis le contrôle de l'escalade a été une erreur. Ils ont laissé les États-Unis décider du début et de la fin des bombardements, plaçant l'Iran entre la guerre et la paix, sans être vraiment ni dans l'une ni dans l'autre. Au fond, accepter cela sans prendre l'initiative, c'était envoyer le mauvais signal. Parce

que si les États-Unis pouvaient décider quand arrêter les bombardements, alors quel prix avaient-ils à payer pour les déclencher, vous voyez, s'ils pouvaient simplement y mettre fin quand ils le voulaient ? L'idée, donc, c'est qu'il ne faut pas leur abandonner ce contrôle de l'escalade.

#Robert Pape

Parce que cela réduit leurs chances de survie. Je pense que l'Iran adopte ici une approche réaliste tout à fait classique. Je pense qu'avant juin deux mille vingt-cinq, leur réaction était insuffisante. Je pense que depuis juin deux mille vingt-cinq, ils ont cessé de réagir trop faiblement.

#Robert Pape

Et je pense qu'une fois qu'ils ont compris qu'ils pouvaient survivre en mars et en avril, ils sont passés de la survie à l'ambition, à la quête de puissance. Et je parle de puissance relative. Je crois qu'ils sont en passe de devenir la puissance dominante dans la région. Je pense que d'ici un an ou deux, ils auront très probablement l'arme nucléaire. Et je pense qu'ils deviendront le quatrième pôle de puissance mondial. Et à l'heure actuelle, la seule véritable option que Trump envisage pour empêcher cela, c'est l'escalade. J'en parle depuis un certain temps, Glenn, à voix basse, mais je vais désormais en parler plus fort. Il existe une troisième approche, Glenn, une façon de sortir du piège de l'escalade.

Et j'ai expliqué hier sur mon Substack, Escalation Trap, en quoi cela consiste. C'est ce qu'on appelle l' équilibrage régional. L'équilibrage régional. Et par là, je ne veux pas dire que l'Amérique se retire tout simplement, qu'elle plie bagage. Je ne veux pas dire non plus qu'elle cherche à provoquer un changement de régime. Voyez ça comme une politique d'endiguement. Il ne s'agit pas de faire reculer l'adversaire. Il ne s'agit pas de l'amadouer. Il s'agit de l'endiguer. Voilà, c'est ça, l'idée. En gros, une politique d'endiguement classique, mais sans troupes américaines en première ligne. À la place, on passerait progressivement à une situation où les États du Golfe assumeraient une plus grande part de l'effort réel, au cours des six prochains mois, de l'année à venir, voire des deux prochaines années. Et je pense que c'est une véritable alternative à la situation actuelle.

Et cela présente des difficultés. Je ne m'attends pas à ce que tout le monde dise : « Ah oui, bien sûr, c'est un jeu d'enfant. » Mais en même temps, je pense que c'est une véritable troisième voie, Glenn, par rapport à la situation actuelle, où l'on ne fait que tourner en rond, déplacer les mêmes chaises sur le pont du navire, en reprenant les mêmes idées qu'avant. Elles n'ont pas fonctionné par le passé. Je ne pense pas qu'elles fonctionneront beaucoup mieux à l'avenir. Il nous faut donc une idée vraiment nouvelle, et cette idée, c'est l'équilibrage régional. Et je pense que maintenant que les élections de mi-mandat sont terminées, nous pouvons commencer à y réfléchir. Vous voyez, je n' avais pas présenté cette idée publiquement jusqu'ici, mais j'en avais parlé à mes abonnés sur Substack. Je fais des vidéos toutes les semaines et toutes les deux semaines, donc ils sont au courant depuis un certain temps.

Mais j'ai aussi expliqué que je m'étais dit : « Je ne vais pas en faire toute une histoire avant les élections de mi-mandat », parce que je ne pensais pas que quiconque pourrait m'entendre avant ces élections. Et je crois que j'avais raison. Il suffit de voir ce qui s'est passé. Maintenant, je pense qu'il est possible que les gens cherchent une véritable porte de sortie, une solution bien réelle, plutôt que de simplement en parler. Et je pense que, dans ce cas, la solution passe par un équilibre régional des puissances. Ça ne veut pas dire que l'Amérique n'a aucun rôle à jouer. Mais si on regarde le rapport de force que j'imagine, l'Iran représenterait quarante pour cent de la puissance dans le Golfe, les États du Golfe quarante pour cent, et l'Amérique autour de vingt pour cent, quelque chose comme ça. Nous n'avons pas complètement abandonné cette idée.

Mais en même temps, ce que nous cherchons à faire, c'est instaurer une stabilité régionale, pas revenir à la prééminence ou à l'hégémonie américaine, ni tomber dans l'isolationnisme américain. Et la raison, c'est que le Golfe ne constitue pas pour les États-Unis un intérêt vital qui justifierait d'y mener une guerre terrestre. Mais c'est un intérêt stratégique, parce que ce qui se passe dans le Golfe aura des répercussions considérables sur l'économie américaine et sur l'économie mondiale. C' est tout simplement un fait. Et compter sur le fait que l'Iran ne voudra plus jamais détruire l' économie américaine ? Franchement, ce n'est pas du réalisme. Je ne sais pas comment on peut appeler ça, mais ce n'est pas du réalisme. Le réalisme, c'est qu'il faut des équilibres entre les puissances. Alors, quel doit être cet équilibre ? Moi, je dis qu'il doit s'agir d'un équilibre régional entre les puissances.

#Glenn

Pourtant, ce que vous décrivez, c'était autrefois la politique traditionnelle des États-Unis : jouer le rôle d'une puissance d'équilibre à distance. N'intervenir dans les conflits que vers la fin, pour s' assurer qu'un équilibre des forces soit rétabli, afin que les États-Unis puissent se retirer et que les puissances régionales puissent se contrebalancer. Parce que si les États-Unis maintiennent une forte présence et cherchent à s'imposer comme la puissance dominante, comme vous l'avez dit, alors les puissances régionales vont commencer à se regrouper.

#Robert Pape

C'est exact. C'est exact. Alors, dans mes livres, Dying to Win — mon premier livre sur le terrorisme suicide — et Cutting the Fuse, je parle, dans les conclusions, d'équilibrage à distance. Et puis, dans des termes plus opérationnels, j'ai aussi parlé de stratégie au-delà de l'horizon, Glenn. Mais il y a une différence entre ce que j'appelle l'« équilibrage à distance » et ce que John et Steve appellent l'« équilibrage à distance ». La différence, c'est que je crois important d'avoir une politique de stabilité régionale. Je veux dire, une véritable politique de stabilité régionale. Et je ne pense pas qu'ils défendent une telle politique aujourd'hui. S'ils ne sont pas d'accord, ils peuvent le dire.

Mais ça dure depuis vingt ans. Et le bureau de John est juste là-bas, donc je pense savoir assez bien de quoi il retourne. Ce sur quoi John et Steve se concentrent, c'est le recentrage vers l'Asie. Vous

voyez ce que je veux dire ? Moi, je m'intéresse à la manière d'instaurer une certaine stabilité dans l' une des régions clés du monde, qui est si instable depuis la fin de la guerre froide. Bon, bien sûr, l' Europe de l'Est a elle aussi connu de l'instabilité. Je ne dis donc pas que c'est le seul endroit où il y en a eu, entendons-nous bien. Mais ce que je dis, c'est que le Golfe a été une région du monde particulièrement instable.

Donc, l'idée qu'on pourrait, d'une manière ou d'une autre, se passer d'une politique de stabilité, je ne trouve pas ça très bon. Et nous n'avons pas vraiment eu de politique de stabilité. Ça a plutôt fonctionné comme un interrupteur, Glenn. Soit on s'est engagés à fond, dans des combats de grande ampleur, et ça a été un fiasco, soit on a essayé de se retirer complètement, et je pense que ça aussi, ça a été un fiasco. Donc, ce que je dis, c'est qu'il existe une troisième approche : l'équilibrage régional. Et oui, cela correspond à ma conception de l'équilibrage à distance. Mais je pense que ce terme est devenu une notion très large. Il existe donc aujourd'hui, dans notre domaine, différentes variantes de ce concept d'équilibrage à distance.

#Glenn

Je voulais simplement conclure en appliquant cette idée à l'Europe, parce que, là encore, cette idée de primauté ou d'hégémonie mondiale s'est manifestée en Europe, vous savez, par l'élargissement de l'OTAN, qui a en quelque sorte tenu les Russes à l'écart. Et comme on le voit aujourd'hui avec la guerre en Ukraine, les Russes sont au cœur du problème et réclament une nouvelle architecture de sécurité européenne. Et les États-Unis ont déjà indiqué, dans une certaine mesure, que l'Europe n' était plus une priorité.

#Robert Pape

C'est-à-dire, pas autant que par le passé.

#Glenn

Qu'est-ce que cela signifie pour l'Europe ?

#Robert Pape

Pas l'OTAN, c'est-à-dire les États-Unis plus l'Europe. Donc, le neuf septembre, Glenn, j'ai été invité au Parlement européen — un grand honneur — et j'ai eu une discussion de deux heures avec certains de ses membres. C'est en ligne, vous pourrez trouver la vidéo. Et vous verrez qu'au début, on parlait de l'Iran, mais très vite, la discussion a entièrement porté sur l'Ukraine, parce qu'ils voulaient davantage parler de l'Ukraine que de l'Iran. J'ai donc expliqué que, selon moi, les États-Unis ne reviendront pas pour tirer l'Ukraine ou l'Europe d'affaire. Mais ce n'est plus une question de volonté. C'est une question de capacité. Et je pense que les Européens ne devraient pas s'attendre à grand-chose.

Avant la guerre en Iran, la question était de savoir si les États-Unis avaient la volonté d'aider l' Europe, vous voyez ? Maintenant, la question est de savoir s'ils en ont les moyens. Et ce que j'ai dit, c'est que l'Europe doit chercher à assurer la stabilité régionale dans le cadre de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Plus précisément, cela signifie que l'Europe ne devrait pas simplement viser une victoire ukrainienne, c'est-à-dire chasser les troupes russes de la moindre parcelle du territoire ukrainien. Zelensky, ou tout autre dirigeant ukrainien, peut toujours le souhaiter, mais cela ne devrait pas être la politique de l'Europe. La politique de l'Europe ne devrait pas non plus consister à prendre le parti de la Russie et à l'aider à conquérir davantage de territoires ukrainiens. Les dirigeants russes peuvent le souhaiter, mais cela ne devrait pas être la politique de l'Europe.

J'ai dit que ce que l'Europe devrait vouloir, c'est quelque chose qui ressemble à l'accord d'armistice de la guerre de Corée, en mille neuf cent cinquante-trois, qui ne marque même pas officiellement la fin de la guerre. Les Européens ne devraient pas proposer à l'Ukraine d'adhérer à l'Union européenne. Ils ne devraient pas non plus lui proposer d'adhérer à ce qu'on appelle l'OTAN, parce que, pour moi, l'OTAN est, de fait, morte. L'OTAN, c'est une politique commune entre les États-Unis et l'Europe, et je ne pense tout simplement plus que cette politique commune existe, vous voyez ? Donc je pense que ça devrait être à l'Europe de s'en charger. Et je pense, d'ailleurs, qu'au moins depuis l'arrivée de Trump, ici, en deux mille vingt-six, l'Europe avance effectivement dans cette direction, par à-coups, lentement. Mais je ne pense pas que les Européens devraient simplement prendre le parti de l'Ukraine et l'aider à chasser la Russie du territoire ukrainien.

Je pense qu'il faudrait un armistice. Mais je tiens à le répéter : je ne pense pas que l'Europe devrait proposer à l'Ukraine d'adhérer à l'Union européenne ou à l'OTAN. Pour Poutine et Lavrov, ce sont de véritables provocations. Ils n'accepteront jamais ça. Ils y verront une menace, et à juste titre. Et d' ailleurs, l'Europe n'est pas obligée de reconnaître que l'élargissement de l'OTAN a provoqué la guerre. Moi, je le crois. Je pense que John a raison sur ce point. Mais je ne suis pas d'accord sur la marche à suivre. À mon sens, il ne s'agit pas de céder davantage de territoire à Poutine, ou quoi que ce soit de ce genre. Je pense que l'essentiel devrait être de conclure un armistice sur la ligne de contact actuelle, et que l'Europe devrait soutenir l'Ukraine tant qu'elle s'y tient. Et si elle s'en écarte, il faut sanctionner l'Ukraine, réduire le soutien.

Ne vous contentez pas de choisir votre camp. Vous êtes dans le camp de l'Ukraine, dans celui de Zelensky, ou dans celui de Poutine ? Je leur ai dit qu'ils devraient être dans le camp de l'Europe. Et c' est aussi ce que je pense pour l'Amérique. Je ne crois pas que nous devions nous ranger dans le camp d'autres pays, quels qu'ils soient. Je pense que nous devrions être dans le camp de l'Amérique. Et quand on est dans le camp de l'Amérique, il faut faire l'effort de déterminer quels sont nos intérêts. Et je crois que la stabilité régionale est l'intérêt primordial des États-Unis dans les régions clés du monde. Et pour l'Europe, je pense que c'est aussi l'intérêt essentiel ici, en Russie et en Ukraine. Personne n'a intérêt à voir cette guerre s'intensifier parce qu'on essaie de gagner encore, quoi, deux cents kilomètres carrés de territoire d'ici Noël ? Ça n'en vaut pas la peine.

#Glenn

L'une des situations étranges qu'on observe aujourd'hui, alors que les Américains, les Russes et les Ukrainiens se réunissent à Abou Dhabi, c'est que les Russes, compte tenu de leur vision des origines de ce conflit, veulent une nouvelle architecture de sécurité européenne. Mais ils ne veulent pas des Européens à la table des négociations, parce qu'ils pensent que les Européens saboteraient très probablement les discussions. Et, en toute honnêteté, ça paraît assez plausible. C'est probablement ce qu'ils feraient. Cela dit, une nouvelle architecture de sécurité européenne nécessite la participation des Européens.

Et, bien sûr, de l'autre côté, il y a les Européens, qui ne sont pas vraiment à la table des négociations, puisqu'on ne les y autorise pas. Ils veulent y avoir leur place, mais ils ne veulent pas vraiment parler aux Russes. Donc, si l'on considère que le problème, c'est l'architecture de sécurité européenne — autrement dit, après la guerre froide, nous avons bâti la sécurité européenne autour de l'OTAN parce qu'elle favorisait cette hégémonie collective —, eh bien, aujourd'hui, tout cela a disparu. Comme vous l'avez dit, l'OTAN est morte. Comment faut-il en parler ?

#Robert Pape

Oui, voilà où est l'erreur, à mon avis, Glenn. Les gens pensent qu'il faut d'abord un accord, puis la stabilité. Ils prennent les choses à l'envers. Il faut d'abord la stabilité. Ensuite, un accord peut venir, ou pas. Et d'ailleurs, une fois la stabilité installée, les gens vont commencer à se désintéresser de tous ces détails d'un accord. C'est ce qui s'est passé avec la Corée. Remarquez que, depuis mille neuf cent cinquante-trois, personne n'est revenu sonner l'alarme en disant : « Hé, il faudrait quand même qu'on signe un véritable accord de paix ! » Alors, ça ne veut pas dire qu'il ne s'est rien passé depuis mille neuf cent cinquante-trois. Je le sais bien. Mais en même temps, je crois que c'est là tout le dilemme : les gens pensent qu'il faut d'abord un accord, puis la stabilité. C'est une grave erreur. Je crois qu'il existe des équilibres entre les puissances.

Vous affirmez cet équilibre des puissances, et c'est ce qui produit la stabilité. Et ce que je disais aux membres du Parlement européen, c'est qu'ils doivent définir leurs objectifs, au lieu de se dire : « Bon, essayons de conclure un accord et voyons ce qu'on peut obtenir. » Non, ce n'est pas une transaction immobilière. C'est de la politique de grandes puissances au plus haut niveau. Vous fixez votre objectif, et moi, je dis quel devrait être le leur — sans grande humilité, je dois le reconnaître. Je dis que ce devrait être la stabilité régionale, et pas simplement la victoire de l'Ukraine ou celle de la Russie. Mais je pense que c'est comme ça qu'il faut avancer, et ensuite, il faut faire respecter ce cadre. S'il s'avère que l'Ukraine se met à bombarder Moscou, vous sanctionnez l'Ukraine pour avoir bombardé Moscou.

S'il s'avère que Poutine va couper toute l'électricité à Kiev le premier février, eh bien, vous vous rangez davantage du côté de l'Ukraine. Mais vous dites clairement que ce que vous faites, c'est ajuster votre position en fonction de la stabilité, n'est-ce pas ? Pas en fonction de qui a raison ou tort

dans cette affaire… Vous voyez, qui a fondamentalement raison ou tort, sur le plan existentiel ? Dans les rapports entre grandes puissances, ce n'est pas une bonne idée. Je pense qu'il vaut mieux rechercher un équilibre des puissances, puis dire clairement que vous allez faire appliquer votre politique. Vous allez tout simplement faire appliquer cette politique, et vous n'allez pas passer votre temps à essayer de réunir les gens autour d'une table, alors que vous ne faites que faire perdre du temps à tout le monde et que cela risque de compromettre la stabilité.

#Glenn

Oui, je pense que le problème ici, en Europe, c'est que le manichéisme est très fort. Tout est vu comme une opposition entre le bien et le mal, ce qui fait que l'équilibre des puissances et la neutralité sont désormais considérés comme des concepts immoraux.

#Robert Pape

C'est là que les réalistes ont toujours eu l'avantage sur le plan moral. Et c'est tellement ironique, parce que les réalistes, moi y compris, disent que nous ne cherchons pas à donner des leçons de morale. Mais au bout du compte, qui mène la politique la plus morale ? Qui sont ceux qui plaident toujours pour qu'on ne tue pas de civils ? Ce sont toujours les réalistes. Qui propose des politiques qui permettent réellement d'éviter de tuer des civils ? Les réalistes, parce que sans équilibre des puissances, ces civils sont les premiers à trinquer. Alors, j'entends ce que vous dites, Glenn, mais je pense qu'il faut quand même continuer à parler en termes d'équilibre des puissances. C'est ce que j'ai fait au Parlement européen, où je suis à peu près sûr de m'être adressé à un groupe de libéraux. Et ils ne m'ont pas jeté dehors, même s'ils n'étaient pas vraiment ravis de la façon dont j'ai présenté les choses. Mais il fallait qu'ils l'entendent pour qu'ils puissent se demander : au fond, que vont-ils choisir concrètement ? Quelle politique ?

#Glenn

Professeur Pape, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps. Je sais que vous avez un cours à donner. Il faut que j'aille donner un cours sur la guerre préventive.

#Robert Pape

Je me lance maintenant dans une guerre préventive. Bonne chance. Merci, Clark. Ça a vraiment été un plaisir. Au revoir.